

*Les courants et organisations suivantes, membres du Front de Gauche, Convergences et Alternative, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique incluant l'Association des Communistes Unitaires, Gauche Anticapitaliste, Gauche Unitaire, ont engagé un processus de discussion et de vérification d'un possible rapprochement politique. Ce texte, résultat d'un premier travail collectif entre nos groupes d'animation, est versé au débat. Le 17 octobre 2012*

## **Rassembler pour une alternative à gauche**

### **Une situation politique bouleversée**

La durée et l'approfondissement de la crise du capitalisme sont lourds de dangers sur le plan social, démocratique et culturel, qui touchent tous les aspects de la vie quotidienne. Elle s'accompagne d'une crise écologique profonde, les logiques du profit maximal provoquant réchauffement climatique, destruction de la biodiversité, épuisement rapide des ressources naturelles. En Europe, le durcissement des politiques d'austérité met les pays de la zone Euro au bord de l'asphyxie. La précarité sévit à tous les niveaux (emploi, logement, santé, éducation...) tandis que la cupidité des marchés financiers et des actionnaires est de plus en plus insupportable. Les politiques mises en œuvre par les dirigeants libéraux, et sociaux-libéraux, de l'Union européenne enfoncent les peuples et laminent les acquis sociaux et les services publics, et elles provoquent d'immenses réactions populaires : après la Grèce, c'est ensuite au Portugal et en Espagne que le peuple se lève par millions, cherchant pour en sortir la voie d'une issue politique.

En France, le 6 mai 2012 constitue une défaite politique pour la droite menée par Nicolas Sarkozy et pour les libéraux. Cette victoire électorale de la gauche traduit la force des aspirations sociales qui traversent le salariat, le refus des politiques d'austérité qui sont infligées aux peuples d'Europe. Et la progression du Front de Gauche dans cette échéance témoigne de la crédibilité croissante d'une politique de gauche offensive et décomplexée.

Mais les premiers mois du gouvernement Ayrault sont marqués par une adaptation aux impératifs de la réduction des déficits publics et au dogme de la compétitivité des entreprises. Au-delà de quelques effets d'annonce et de quelques mesures positives, il impose pour l'essentiel un rythme de réformes et d'initiatives politiques bien éloigné d'une dynamique de « changement maintenant ». La question écologique est marginalisée. F. Hollande annonce deux ans de rigueur débutés par un plan de réduction des dépenses publiques de 10 milliards d'euros et des mesures qui pénaliseront les salariés. La vague de licenciements déclenchée par le patronat ne trouve pas de frein dans une politique gouvernementale qui avoue son impuissance, à Florange comme à PSA ... L'acceptation par le gouvernement du TSCG et sa ratification referment encore plus le carcan libéral, tandis que son ministre de l'intérieur, Manuel Valls, poursuit les politiques sécuritaires antérieures et les expulsions, notamment des Roms.

La clé de la situation actuelle se trouve dans la capacité du peuple, des travailleurs, des chômeurs et des jeunes à entrer dans le jeu et à remettre en cause cette logique d'adaptation à la gestion du capitalisme. Il n'y a pas de conciliation possible entre les aspirations à plus de justice et d'égalité et les politiques d'austérité destinées à satisfaire les banques et les spéculateurs. C'est l'intervention directe des salariés, par leurs propres mobilisations, par leur organisation collective qui peut permettre de gagner de nouveaux droits et stopper les reculs sociaux. Ce mouvement est déjà en route, pour défendre les emplois détruits par des plans de licenciements, dans les luttes pour le droit aux logements, dans la mobilisation des travailleurs sans papiers pour leur régularisation... Le Front de Gauche est pleinement partie prenante de la défaite de la droite, son but est que cette victoire se concrétise maintenant par des mobilisations populaires obtenant de nouveaux progrès sociaux, ouvrant la perspective d'une autre logique que celle poursuivie par le gouvernement actuel. C'est ainsi qu'on pourra faire reculer durablement l'offensive actuelle du MEDEF et des marchés financiers, relayée par une droite qui rêve déjà de son retour, et qui se radicalise en empruntant de plus en plus ouvertement les thèmes xénophobes et réactionnaires du Front National.

Pour cela le Front de Gauche veut être l'instrument qui permette l'implication populaire. C'est le rôle qu'il a joué en participant à la campagne unitaire contre le Traité TSCG, proposant l'organisation d'une manifestation nationale le 30 septembre. Partie prenante des mobilisations sociales, le Front de Gauche cherche à faire émerger à gauche une alternative politique qui permette une véritable rupture avec les logiques libérales et productivistes et se confronte aux marchés financiers. C'est pourquoi le Front de Gauche est à l'offensive pour mener le débat avec toutes les forces de gauche, faire les propositions d'action commune, pour contester l'hégémonie de l'orientation sociale libérale qui domine encore aujourd'hui et qui ne permet pas de faire face à la crise.

## **Le Front de Gauche, pour changer les rapports de force et gouverner à gauche pour rompre avec l'austérité.**

Le Front de Gauche a franchi une étape et s'est installé en 2012 dans le paysage politique. La dynamique de la campagne présidentielle a permis d'entrevoir la possibilité d'une jonction entre des solutions politiques à gauche et les mobilisations populaires (résultats électoraux, mobilisation militante très large, rassemblements massifs de la Bastille, du Prado...), présence de secteurs en lutte et combinaison de réponses sociales, démocratiques, égalitaires). Les échéances législatives ont été plus difficiles, dominées par la logique institutionnelle qui réduit l'enjeu à donner une majorité au président élu et à écarter la droite. Il lui a manqué le temps et l'expérience pour rendre crédible, dès ce moment-là, une alternative de gouvernement à celle proposée par le PS. Il a manqué aussi au Front de Gauche la capacité à conserver sa dynamique présidentielle.

Mais le fait politique principal, c'est l'installation d'une autre perspective à gauche. Des répliques de la force affirmée dans la campagne du premier tour auront lieu, les questions de la répartition des richesses et de leur contrôle, de la résistance aux marchés, du refus des politiques de l'Europe libérale, d'une VIème République démocratique et sociale, sont installées dans l'opinion. Fin août 2012, un sondage analysait que 42% des Français, et une majorité des électeurs du PS, souhaitent que les propositions du Front de Gauche soient prises en compte.

Pour construire le débouché politique qui permette de mettre en œuvre ces changements, le Front de Gauche doit viser à faire prévaloir, au sein d'une gauche traversée par deux orientations inconciliables, une autre politique que celle défendue et mise en œuvre par la direction du Parti socialiste. C'est une réorganisation et une recomposition d'ensemble de la gauche que nous visons, autour d'une ligne de partage entre adaptation aux logiques libérales et volonté de rompre avec elles, un débat qui traverse l'ensemble de la gauche et du mouvement social, y compris la mouvance socialiste ou écologiste. A partir de ces enjeux, le Front de Gauche doit s'efforcer d'unir toutes les forces qui veulent mettre un terme à la domination sur la gauche des politiques de soumission au libéralisme et au productivisme.

## **Gagner maintenant de nouveaux acquis sociaux et démocratiques**

Le choix du Front de Gauche, celui de toutes ses composantes, du vote des militants du Parti Communiste, de ne pas participer au gouvernement Ayrault au vu de sa politique annoncée, est une décision importante, ainsi que le vote de ses députés s'abstenant sur la déclaration de politique générale du Premier Ministre, et proposant immédiatement des projets de loi répondant à l'urgence sociale et démocratique. Le Front de Gauche se considère comme partie prenante de la dynamique populaire majoritaire qui a chassé la droite et N. Sarkozy, mais il est indépendant de la majorité présidentielle et gouvernementale qui met en œuvre les 60 propositions de François Hollande. Pour la première fois sous un gouvernement de gauche, il existe à gauche une force politique rassemblée, unitaire, autonome et indépendante de la politique gouvernementale, disponible pour porter les exigences populaires et résister aux pressions du Medef et des marchés. Une force déterminée à rassembler des majorités à gauche, dans le mouvement social, au Parlement, autour de propositions de lois actant de nouvelles avancées pour le mouvement populaire.

## **Rendre crédible la perspective d'une autre majorité et d'un autre gouvernement à gauche**

Le Front de Gauche doit inscrire ces batailles immédiates dans la construction indispensable d'une politique alternative à l'austérité, celle que devrait mettre en œuvre une majorité et un gouvernement vraiment à gauche. Pour nous, le Front de Gauche doit dire qu'il est candidate à une majorité et à un gouvernement anti-austérité, rompant avec les logiques libérales et productivistes, sur une orientation à même d'engager un changement durable, de contrôler le système financier, d'étendre les pouvoirs, les droits et la démocratie pour les salariés et le peuple.

Pour cela, le Front de Gauche doit agir pour changer les rapports de force au sein de la gauche, pour créer les conditions qui rendent possible l'émergence d'une telle majorité et d'un tel gouvernement. Il ne s'agit pas de parier sur l'échec du Parti socialiste au pouvoir, ni de se cantonner au rôle d'aiguillon du gouvernement. Il faut au contraire travailler dès maintenant à dresser les contours de ce que pourrait être cette majorité au sein de la gauche et dans le mouvement social à même de porter cette orientation de rupture. Un gouvernement issu de cette majorité s'appuierait en permanence sur de puissantes dynamiques populaires, indispensables à la concrétisation d'un changement et d'une transformation immédiate des conditions de vie du plus grand nombre. Cette perspective d'un gouvernement de rupture avec l'ordre libéral devra s'affirmer en convergence avec des projets similaires dans d'autres pays, notamment en Europe, pour engager de nouvelles conquêtes collectives. « Place au peuple », « Prenez le pouvoir », ce ne sont pas que des slogans électoraux, mais des perspectives qui doivent nourrir le projet du Front de Gauche.

## **Poursuivre l'élargissement et la transformation du Front de Gauche**

Tout est à faire pour engager un vrai changement, et ne pas laisser la place à la démobilisation et à l'abstention favorisant un retour d'une droite et d'une extrême-droite plus dangereuse encore.

Il y a urgence à reconstituer un rapport de force sur le terrain des mobilisations sociales, fortifier la résistance et la prise de conscience contre les politiques du libéralisme qui restent sous la coupe des marchés financiers, de la loi des actionnaires, des Traités européens.

Le Front de Gauche doit chercher à se fortifier dans les luttes sociales, en menant des campagnes politiques en lien avec ces mobilisations. Il participera ou engagera la constitution de rassemblements les plus larges possible, temporaires ou permanents, sur la base d'objectifs limités mais rassembleurs, avec les organisations syndicales et associations, avec la volonté de regrouper tous ceux qui à gauche, et au-delà du Front de Gauche, du côté du PS ou d'EELV, ou de l'extrême-gauche, sont prêts à agir dans le même sens. S'il ne considère pas être le seul à porter les résistances et l'alternative, le Front de Gauche jouera pleinement son rôle s'il est capable de convaincre autour des mesures alternatives qu'il défend face à la politique gouvernementale, dans un va et vient entre ces résistances et le terrain législatif et politique.

### **Des campagnes politiques s'imposent dès maintenant :**

- Refuser les contraintes fixées par l'Union européenne pour généraliser l'austérité, en luttant contre la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, pour un referendum, pour désobéir aux injonctions de la Troïka (UE, FMI, BM) qui veut empêcher tout écart à l'orthodoxie libérale. Une campagne qui trouvera son prolongement, en France et en Europe, aux élections européennes.

- Faire la loi pour empêcher la vague de licenciements et la montée du chômage orchestrée par le MEDEF : loi d'interdiction des licenciements dans les entreprises qui délocalisent et versent des dividendes à leurs actionnaires, loi de préemption sur les entreprises pour la reprise d'activités viables, loi étendant les droits des salariés pour s'opposer aux plans « sociaux », droit de reprise par des coopératives ouvrières pour conserver les emplois, les activités, les projets sociaux et écologiques... Le Front de Gauche soutiendra les exigences des syndicats et des salariés qui demandent un contrôle public ou une nationalisation de leur entreprise quand ils sont confrontés à des patrons qui abandonnent des sites productifs dans des secteurs clés. En soutenant la convergence des luttes des salariés dans les entreprises menacées, le Front de Gauche cherchera à convaincre, autour des projets de loi qu'il porte, qu'il y a une alternative à l'impuissance affichée par le gouvernement.

- Pour le droit de vote des étrangers aux élections locales, le Front de Gauche devra mobiliser toutes ses forces, avec toute la gauche prête à ne pas reculer, pour gagner dans l'immédiat cette extension des droits démocratiques promise par le candidat François Hollande, et faire reculer les campagnes réactionnaires et xénophobes du sarkozisme et du Front National. Gagner une majorité aux assemblées et dans la société pour changer de politique pour l'égalité des droits, et refuser les reculs du ministère de l'intérieur qui se met dans les pas de ses prédécesseurs sur cette question comme sur les contrôles au faciès ou les expulsions de Roms...

- Briser la dictature de la finance, prendre des mesures législatives pour un secteur public bancaire et un contrôle public sur les banques, afin d'assurer les investissements pour l'emploi, l'environnement, les collectivités territoriales, pour s'émanciper des marchés financiers, pour que la BCE prête directement aux Etats. Exiger à la fois un audit de la dette et un moratoire conduisant au non-paiement des intérêts des dettes indues, ou des intérêts exorbitants exigés par des banques, comme Dexia, qui coulent les finances des communes, des départements et régions, des écoles, des hôpitaux.

- Engager la transition écologique, réorienter dès maintenant l'investissement public et l'emploi vers des solutions écologiques dans les énergies renouvelables, les transports, le logement, l'eau. Revenir à une maîtrise à 100 % publique des entreprises du secteur de l'énergie. Engager un débat démocratique national sur la transition énergétique et le nucléaire. Refuser les OGM et l'exploitation des gaz de schistes.

Nous voulons et pouvons gagner, sans attendre, plusieurs avancées sur la base de campagnes de ce type appuyées sur les mobilisations sociales. Mais pour inverser la logique des politiques libérales, sortir de la crise, imposer une autre répartition des richesses, enclencher un processus de transformation sociale, il faudra défendre en permanence la nécessité de gouverner en rassemblant sur une autre politique que celle menée par le gouvernement actuel. Les campagnes et actions du Front de Gauche seront des points d'appuis pour illustrer et construire cette alternative de gouvernement, changer les rapports de force au sein du mouvement populaire et gagner l'hégémonie sur une telle orientation à gauche.

## **Construire une perspective de Front de gauche au niveau européen**

La crise économique du capitalisme, celle de la construction ultra-libérale de l'Union européenne, les solutions catastrophiques engagées par la Troïka en Europe du Sud, les dérives des gouvernements sociaux libéraux acceptant de gérer ces plans d'austérité généralisée, ont provoqué de puissants mouvements sociaux de résistance, et redonné de l'espace et de la force aux gauches antilibérales européennes, plus rassemblées, plus crédibles, porteuses d'ambitions plus affirmées. On l'a vu plus particulièrement en Grèce, puis en Espagne, la combinaison de mouvements sociaux importants et de coalitions de gauche liées à ces mouvements permet des progrès politiques notables.

Les élections européennes en 2014 seront l'occasion d'affirmer dans plusieurs pays, dans une même campagne, une même gauche de transformation sociale, défendant des solutions politiques communes, (banque publique, refus du Traité, alignement vers le haut des législations sociales et fiscales, démocratie européenne...). Nous pourrions ainsi faire apparaître une coalition de ces gauches européennes, essentielle, car n'y aura pas d'alternative à la crise si elle n'est pas d'emblée pensée et réalisée à l'échelle européenne.

## **Approfondir la stratégie du Front de Gauche**

Les fondements politiques du Front de Gauche ont été définis, à la veille des élections, autour de deux documents : « L'Humain d'abord » et un texte « stratégique » qui envisageait les buts qu'il s'assignait pour 2012. Un nouveau texte doit être mis en discussion, pour permettre de synthétiser les acquis de l'expérience politique commune de ces deux dernières années, et redéfinir les perspectives dans la nouvelle situation.

« L'Humain d'abord » est une base essentielle qui permet de donner une perspective d'ensemble au changement politique qu'envisage le Front de Gauche, et qui fournit les soubassements à une politique alternative à celle suivie par le Parti Socialiste. De nouvelles questions demandent à être intégrées dans le programme du Front (par exemple, les questions de l'appropriation sociale, les nouveaux droits pour les salariés à la reprise de leurs entreprises, ou encore l'approfondissement du débat sur la transition écologique), mais aussi les élaborations des différents « Fronts thématiques » qui ont apporté leur pierre. Tout en conservant la démarche du consensus, laissant en débat ce qui n'est pas encore collectif, il est nécessaire d'engager dans tous les lieux militants du Front de Gauche une démarche d'enrichissement de son programme pour une alternative de gouvernement à gauche.

Pour avancer, l'essentiel est de reconnaître que nous cherchons pour le Front à élaborer un programme basé sur une perspective d'action et de transformation, et non sur des *a priori* idéologiques, la diversité des cultures politiques servant la dynamique de l'ensemble.

Ce nouveau texte stratégique permettra d'avancer collectivement sur une redéfinition, dans cette nouvelle situation, de nos propositions, de l'issue politique gouvernementale pour sortir de la crise, de nos rapports aux autres forces de la gauche. La perspective doit être celle de la construction d'un véritable Front politique, social et populaire, qui s'appuie sur la mobilisation sociale, seule à même d'assumer la confrontation nécessaire avec les classes dominantes et qui rassemble autour d'un programme de rupture avec l'ordre établi.

## **Le Front de Gauche, un rassemblement durable, ouvert, et s'élargissant en permanence**

Quelles que soient les limites de sa construction initiale et actuelle, le Front de Gauche est aujourd'hui un cadre politique incontournable pour la construction d'une gauche d'alternative rassemblée.

Il s'agit désormais de faire force politique ensemble pour gagner la majorité à gauche, pour cela, l'élargissement du Front doit être recherché en permanence, il est indissociable de l'objectif visant à rendre dominantes dans la société les idées d'une transformation sociale et écologique.

Le processus de rassemblement lui-même ne doit jamais être figé : toutes les forces d'une gauche de transformation ne se trouvent pas encore dans le Front de Gauche, elles existent, ou existeront, au sein d'EELV et du PS, mais aussi parmi de nombreux militants de ces partis, dans les associations, les syndicats, les mouvements des quartiers populaires. Dès aujourd'hui, les courants et organisations qui s'inscrivent dans la gauche de transformation, sans être encore membres du Front de Gauche, doivent pouvoir y prendre place s'ils le souhaitent.

Mais le Front de Gauche doit aller au-delà du rassemblement des seuls militants des partis politiques, et permettre aux nombreux acteurs engagés dans les mouvements sociaux de trouver une place pour traduire leurs combats quotidiens sur le terrain politique. Il doit être aussi un lieu de rassemblement populaire, pour combattre la résignation et le repli sur soi, pour réduire la coupure entre les milieux populaires et les formes actuelles d'action politique. Un de ses objectifs doit être de devenir un lieu de solidarité permettant aux jeunes et aux salariés de s'organiser pour défendre leurs aspirations et reconstituer une conscience et une culture politique.

## **Le Front de Gauche, rassemblant des partis et organisations, et permettant l'engagement individuel, pour créer une dynamique citoyenne.**

Le Front de Gauche doit franchir une nouvelle étape dans sa construction, en partant de deux constats :

- La volonté de certains partis qui en sont membres de se maintenir comme organisations spécifiques, avec la souveraineté sur leurs décisions ;
- Le constat que beaucoup de citoyen-ne-s engagé-e-s avec le Front de Gauche ne souhaitent pas adhérer à une organisation politique tout en voulant être pleinement acteur/trice de la vie du rassemblement politique en cours.

Il faut maintenant engager et expérimenter des formes de participation citoyenne collectives. Déjà, sous des dénominations diverses, des « assemblées citoyennes » se pérennisent, des « collectifs citoyens » se construisent, des « comités populaires » se développent. Parfois ils se créent en association locale du Front de Gauche, à laquelle on peut adhérer et être partie prenante des discussions et décisions d'action.

C'est la condition essentielle pour que le Front de Gauche se maintienne et se transforme, pour qu'il soit à la hauteur de ses responsabilités. Cela ne signifie ni la dislocation des composantes dans un Front qui serait transformé en nouveau « parti », ni qu'il faille être d'accord sur tout, ni que des initiatives propres à telle ou telle organisation soient impossibles. En sens inverse, aucun des individus ne se reconnaissant dans une organisation particulière ne doit avoir le sentiment qu'il est le jouet de structures par ailleurs bien rodées.

Dès lors, il peut être composé, à égalité de dignité, d'organisations constituées (partis et mouvements) et de structures localisées (assemblées citoyennes ou autres) où des individus ont la possibilité d'adhérer directement. Et c'est en avançant dans ce sens, recherchant au maximum le consensus et non la concurrence, que nous pourrions dépasser positivement, vers plus de démocratie et de transparence, le fonctionnement forcément hybride de cette nouvelle expérience engagée sous la forme d'un Front.

Dès maintenant, les autres lieux collectifs créés lors des campagnes de 2012 doivent être pérennisés et élargis. Le Conseil National et la coordination hebdomadaire doivent être élargis à de nouvelles personnalités issues du mouvement social et non membres de partis, et devenir plus régulièrement des lieux d'échanges et de décisions collectives sur tout ce qui est mis en commun.

Les « Fronts thématiques », qui se sont développés sur différents thèmes de réflexion pour l'action, ont un rôle important à jouer dans cet élargissement. Ils permettent d'intégrer les réflexions et actions des différents secteurs du mouvement social, de développer la mise en commun, et de donner au Front de Gauche les moyens d'intervenir dans tous secteurs de la vie politique et sociale.

En même temps, le Front de Gauche devra développer des moyens de communication collectifs (site internet géré collectivement, publication régulière) en appui aux collectifs locaux.

Pour que les discussions puissent avoir lieu largement, dans les organisations comme dans les espaces militants communs, un processus de réunions nationales régulières, sous la forme de « convention » ou d'« assises » rassemblant des représentants des divers espaces du Front de Gauche (Assemblées Citoyennes, Fronts Thématiques, Conseil et Coordination Nationale...) est nécessaire pour permettre son développement, les échanges entre les militants et les différentes composantes. Un processus d'allers-retours participatifs devrait être enclenché dès maintenant sur un texte de définition d'un projet politique commun et sur des modalités de fonctionnement, en vue d'une nouvelle architecture associant organisations et collectifs d'adhérent-e-s direct-e-s du Front de Gauche.

## **Construire une convergence**

### **Des convergences ...**

La réflexion ici poursuivie est menée en commun, à ce stade, par plusieurs organisations engagées dans le Front de Gauche : Convergences et Alternative, la Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (incluant l'Association des Communistes Unitaires), la Gauche Anticapitaliste, la Gauche Unitaire.

Nous partageons l'idée d'une nécessaire refondation et rénovation de la gauche de transformation sociale, et la conviction qu'aujourd'hui ce travail ne trouvera son sens et des possibilités de mises en pratiques que dans le Front de Gauche, qu'il doit y être poursuivi et approfondi.

Nous voulons, avec ce texte, actualiser nos réflexions et nos convictions, vérifier la possibilité d'un rapprochement. Notre objectif n'est pas de nous inscrire dans une logique de concurrence entre composantes du Front de Gauche, mais au contraire de favoriser le développement et l'élargissement du Front lui-même, sa dynamique politique et citoyenne, l'adhésion du plus grand nombre... C'est le Front de Gauche qui doit être la

force politique, dans sa diversité, en mesure d'organiser, de faire agir ensemble, tous ceux et celles qui veulent faire avancer, à gauche et dans la société, la perspective d'une transformation sociale de la société.

La convergence, au sein du Front de Gauche, d'histoires et de cultures politiques différentes est ce qui lui permet d'exister, la garantie de sa vitalité. Si, pour ce qui nous concerne, nous pensons que la perspective doit être l'affirmation progressive dans et par le Front de Gauche d'une force politique nouvelle, apte à relever les défis du temps, nous sommes également convaincus que ce mouvement ne signifie pas gommer l'existence des courants et partis le composant, qui ont toute légitimité à défendre les acquis de leur histoire et leurs propres cheminements politiques. Il est même de leur devoir d'assurer la transmission, la formation, l'élaboration à partir de leurs propres références et cultures politiques. La possibilité de le faire dans un cadre commun, pluraliste, ne pouvant représenter qu'un enrichissement de ce travail.

## **Des convictions ...**

Nous nous référons à divers documents produits d'expériences politiques différentes auxquels nous avons participé les uns et les autres, que nous versons comme contributions au débat partagé avec toutes les forces du Front de Gauche. Nous voulons également travailler à partir des contributions issues du mouvement social, syndical, altermondialiste, afin d'élaborer un projet d'émancipation sociale adapté aux coordonnées de la période.

De ces documents, nous tirons les principes politiques suivants au regard de ce que doit être la politique et les perspectives d'une gauche de transformation sociale et écologique.

### **° *Pour la lutte de classe, l'égalité et la solidarité !***

- L'indépendance par rapport à la bourgeoisie, le refus d'alliances avec les droites et les forces conservatrices, une inscription permanente dans la lutte des classes sous toutes ses formes.

- L'exigence de reconstruction d'une perspective émancipatrice contre toutes les oppressions, l'ancrage dans tous les mouvements pour l'égalité, contre toutes les formes de racisme, de xénophobie, de discrimination sur la base des origines, du genre, de l'orientation sexuelle, des croyances, et le respect des libertés individuelles et de la laïcité.

- Une dimension internationaliste permanente ; ici même, dans la solidarité avec les immigrés, dans l'extension des droits civiques sur la base d'une citoyenneté de résidence. Dans l'Union européenne, pour une Europe sociale et démocratique, une alternative de gauche assumant une rupture avec la construction libérale de l'Union européenne sans accepter les replis nationalistes. A l'échelle du monde, pour une politique solidaire sans frontières, sans céder aux « raisons d'États » et aux politiques de grande puissance, y compris celles de l'État français. Une politique solidaire basée sur le droit à l'autodétermination des peuples victimes d'oppressions néo coloniale, d'exploitation impérialiste, de destruction de l'environnement par le pillage des ressources naturelles. Une politique de paix et de désarmement, notamment le désarmement nucléaire, contre les guerres.

- Une lutte antifasciste intransigeante, qui doit être menée dans l'unité du mouvement ouvrier et démocratique, et s'exprimer sur le plan idéologique contre toute banalisation du FN et de l'extrême-droite

- L'exigence féministe, la lutte contre la domination masculine et le patriarcat, partie prenante de tout projet progressiste et de l'exigence démocratique d'égalité en droits entre homme et femme, et ses implications dans la remise en cause du capitalisme de par la place qu'il réserve aux femmes au travail et dans la société.

### **° *L'impératif de la démocratie***

Il impose la défense de toutes les libertés démocratiques, il suppose une pratique respectueuse des formes d'organisation que se donne le mouvement populaire, il est au cœur de notre projet, qui promeut la défense et l'extension du suffrage universel, la démocratie la plus large possible, les pratiques d'auto-organisation et d'autogestion. Un impératif qui impose de dépasser la césure entre mouvement social et politique institutionnelle, qui se prépare dans une pratique de nos élus en lien avec les mouvements sociaux et le développement de toutes les formes possibles de démocratie participative et de contrôle, pour contrecarrer les logiques d'intégration et d'institutionnalisation du système. Une démocratie qui suppose une refonte de tout le système médiatique et développe l'esprit critique des citoyens.

Un impératif qui pousse à une vigilance antibureaucratique dans le fonctionnement des partis et des forces politiques, dans les garanties données au pluralisme des débats et au rejet des pratiques autoritaires et manipulatoires, dans le refus d'établir des rapports de subordination vis-à-vis du mouvement syndical et social.

Une démocratie autogestionnaire, dans et hors des entreprises, qui, à partir du combat pour l'extension des droits des salariés, pose la question de la propriété, de l'appropriation sociale des principaux secteurs économiques et non d'un « étatsisme dirigiste », d'un contrôle collectif sur ce qui se produit et comment, de la possibilité d'autogestion des salariés dans de nombreux secteurs.

° *Assumer la perspective de la rupture.*

Le processus d'une transformation de la société ne peut se limiter à un changement de majorité parlementaire, mais nécessite la mise en mouvement d'un puissant mouvement social contre les puissances dominantes du système capitaliste. Il doit articuler mobilisations et élections, dynamiques populaires et victoires électorales, rapports de force conquis par les luttes, les grèves, l'auto-organisation, et le contrôle démocratique via le suffrage universel, permettant l'avènement de gouvernements rompant avec la logique capitaliste et engageant une transformation profonde des rapports sociaux. Une rupture avec les logiques productivistes qui ont abouti à la crise de l'écosystème humain et risquent d'entraîner une régression majeure pour l'humanité. Une révolution citoyenne, sociale et démocratique, qui passe par l'instauration de nouvelles institutions par le biais d'une Assemblée Constituante et de la fondation d'une VIème République démocratique et sociale. Socialiser les grands moyens de production et d'échange, décider quoi et comment produire, défendre les biens publics et engager une transition écologique, cela ne peut se faire sans une rupture avec les institutions et les logiques marchandes, par une extension maximale d'une démocratie à tous les niveaux refondant un nouveau mode de gestion de la société et de pouvoir.

° *Fixer un cap vers une société alternative au système capitaliste et au productivisme.*

Malgré les blessures que portent les mots hérités du passé, nous avons besoin de refonder un nouveau projet émancipateur, pour une société démocratique, socialiste, communiste, écologiste.

Ce projet assumera les défis écologiques, développera une conscience éco-socialiste pour la réorganisation de la société à des fins de productions socialement utiles et écologiquement responsables, planifiera la sortie du nucléaire et des énergies carbonées.

Il devra revenir sur le bilan et les échecs des expériences passées, tant du stalinisme que de la social-démocratie, et des dégâts qu'ils ont provoqués.

À partir des résistances contre l'exploitation et l'oppression, jusqu'à la lutte pour des gouvernements de rupture engageant la transformation sociale et écologique, est posée la nécessité de penser en positif un projet de société alternatif au capitalisme. Un projet pour libérer toutes les potentialités de l'auto-émancipation et des aspirations à l'égalité, pour engager une appropriation sociale des moyens de production et d'échange, pour une autogestion la plus étendue et un contrôle sur l'outil de travail et sur le travail lui-même.

Nous considérons, ensemble, qu'il y a urgence à refonder un tel projet. Cette élaboration stratégique devra être le fait d'un travail mené avec d'autres courants que les nôtres et qui sont engagés, avec nous, dans la construction d'une alternative à gauche. Commençons sans attendre, cela fait partie de la reconstitution d'une culture politique d'émancipation indispensable à la vie d'un mouvement politique qui, pour donner confiance dans son projet politique immédiat, a besoin d'éclairer l'espoir qu'« un autre monde est possible ».

## **Un rapprochement ...**

Notre préoccupation est de travailler à surmonter la dispersion de nos forces, et contribuer ainsi à renforcer la dynamique de l'ensemble du Front de Gauche. Cela nous paraît possible en fonction des convergences existantes et des convictions qui nous sont communes, dans la mesure où nous sommes les uns et les autres issus d'expériences à la fois différentes et proches. Notre proximité sur les quelques « fondamentaux » résumés dans ce texte a contribué au dépassement de désaccords politiques secondaires.

Les propositions faites ici sont l'expression de trois éléments inséparables : - la convergence de nos options politiques - une conscience partagée des enjeux de la situation politique - notre appréciation du Front de Gauche. Sur cette base, constatant un accord politique important entre nos formations, nous engageons un processus de rapprochement permettant de faire vivre, au sein du Front de Gauche, un courant d'idées en commun. Un courant qui sera animé d'une conviction forte : l'objectif est, plus que jamais, de favoriser le développement, l'élargissement et la transformation du Front de Gauche en une force pluraliste enracinée dans le mouvement populaire, à même de changer les rapports de forces à gauche en faveur d'une politique de transformation sociale.

**Convergences et Alternative, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique incluant l'Association des Communistes Unitaires, Gauche Anticapitaliste, Gauche Unitaire**

*Le 17 octobre 2012*